

L'appropriation des ressources énergétiques en Afrique : source de conflits ?

Pierre-Paul Dika¹

Docteur en droit,

Les ressources énergétiques, lesquelles sont devenues une donnée incontournable dans l'économie mondialisée et libérale, ne sont pas toujours synonymes de paix et de prospérité économique. En effet, les pays dont le sol en recèle ne font pas toujours preuve de bonne gouvernance, et sont, dans certains cas les victimes indirectes de la lutte pour leur appropriation, véritable source de conflits.

Certaines ressources, notamment le pétrole, présentent la caractéristique d'être synonymes de problèmes, voire de malédiction pour les populations. Un climat de méfiance, de violence, d'insatisfaction, la déstructuration économique, la baisse de la production agricole, la dégradation de l'environnement, la corruption, la destruction des plantations, des marchés et des villages et la mauvaise répartition des bénéfices doublée de la pauvreté illustrent en effet le caractère délicat de leur appropriation, un véritable piège du « tout pétrole ».

Le continent africain recèle en effet d'énormes quantités de ressources énergétiques, dont le Gaz naturel², l'uranium³ et le pétrole⁴, lequel est un véritable objet de convoitise et dont les réserves mondiales sont réparties de la manière suivante : Moyen Orient 57%, Etats-Unis-Canada 15,5%, Amérique du Sud 9%, l'Afrique 8%, la Russie 6%, l'Asie Pacifique 3%, et enfin l'Europe 1,5%. Au vu de ces chiffres, le Moyen Orient est donc la région du monde dont les réserves connues sont très importantes.

L'Afrique est pour sûr, le continent dont le pétrole est synonyme de conflits internes et territoriaux et dont le tableau ci-dessous illustre la production pétrolière (près de 4 millions de barils par jour) et les réserves en millions de barils connues à ce jour.

Pays et production quotidienne	Réserves
Nigeria : 2,4	35,2
Angola : 1	5,412
Soudan : 0,5	563
Tchad : 0,2	900
Cameroun : 0,3	400
Gabon : 0,2	2,499
Congo Brazzaville : 0,2	1,506

¹Auteur des Fondements de la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud : acteurs facteurs et instruments, L'Harmattan, septembre 2008 et de La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine, L'Harmattan, Paris, novembre 2008. Membre du Conseil scientifique de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix, Ivry Sur Seine. Ce texte est la version remaniée d'une conférence faite le 25 septembre 2008 à Bobigny à l'occasion de la 3^{ème} biennale de l'environnement.

² Libye, Guinée Equatoriale, Algérie, Nigeria, Angola et Egypte.

³ Niger

⁴ Les principaux producteurs sont le Nigeria, l'Angola et le Soudan

RDC : 0,03	185
Afrique du Sud : 0,03	15,7
Côte d'Ivoire : 0,03	100
Ghana : 0,006	16,5
Guinée Equatoriale : 0,3	12

Si plusieurs régions africaines sont secouées par des crises liées au pétrole, notamment le Nigeria (Région du delta du Niger), la presque île de Bakassi (territoire situé à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria), le Sud Soudan dont le conflit a pris fin en 2005 est confronté aux défis de la paix. La rébellion touareg, dont l'objet est la production d'uranium, au Nord du Niger fait connaître à ce pays de terribles soubresauts.

Le Nigeria entre prospérité et tensions sociales

Depuis 2005 le Nigeria est secoué par un conflit qui a cours dans la région du delta du Niger entre le MEND (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) et l'Etat fédéral. Le pays est en effet le premier producteur africain de pétrole et le sixième mondial avec, bien que la production soit en baisse, 2 millions de barils par jour en 2007⁵. Pays le plus peuplé d'Afrique avec près de 140 millions d'habitants, c'est un Etat fédéral de 36 Etats et composé de 774 gouvernements locaux. Le delta du Niger se compose de 5 Etats, dont la production pétrolière représente 13% des recettes de l'or noir du pays, 70 à 80 % des recettes fiscales du pays et 90% des recettes d'exportation. Ces données illustrent l'ampleur de l'effet pétrole dans cette région.

Un historique de l'histoire de l'exploitation du pétrole dans le pays s'impose donc. Cet or noir fut découvert en 1956 à Oloibiri dans le delta du Niger par Shell-BP, concessionnaire, après près d'un demi-siècle d'exploitation. En 1958, le pays a rejoint le rang des producteurs avec une production de 5100 barils par jours. Après 1960, les droits d'exploitation on shore et off shore ont été étendus à d'autres régions proches du delta du Niger et à d'autres compagnies. En 1965, le site EA a été découvert par Shell (South of Warri). En 1970, la fin de la guerre du Biafra entraîne une hausse du prix du pétrole. En conséquence, en 1971, le pays rejoint l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), et l'année 1977 voit la création d'une compagnie nationale la National Nigeria Petroleum Corporation (NNPC). De la fin des années 1960 et pendant les années 1970, le pays produit 2 millions de barils par jour, avec une pointe record de 2,5 millions en 2004. A l'heure actuelle, l'objectif de l'Etat fédéral est de 4 millions par jour en 2010.

L'importance stratégique de la NNCP impose que l'on s'attarde sur son rôle. Elle a donc été créée en 1977 par le décret n° 33, par une fusion entre la Nigerian National Oil Corporation (NNOC) et le ministère fédéral des mines, devenant ainsi une organisation publique. Entre 1978 et 1989, une vaste entreprise de diversification s'est opérée par la construction de raffineries à Warri, Kaduna et Port Hacourt. Dans cette lignée, la NNCP a obtenu de Shell (établi à Port Hacourt depuis 1965) 35 000 barils par jour. En 1988, l'entreprise publique a été divisée en 12 unités stratégiques lesquelles couvrent toutes les

⁵ 2,5 millions en 2004. La crise dans la région du delta a en effet entraîné une baisse d'un cinquième de la production pétrolière, soit 15 milliards de dollars de manque à gagner en 2006-2007.

activités liées à l'industrie du pétrole, du raffinage, distribution, pétrochimie aux investissements commerciaux⁶.

Une révolution a eu lieu le 21 octobre puisque la Présidence de Mobil Oil Nigeria (MON) sera assurée par M. A. OYEBANCH en remplacement de M. Olu ONAKOYA. C'est le premier remplacement d'un nigérian par un autre en 100 ans d'histoire pétrolière dans le pays dont les principales compagnies pétrolières sont les suivantes : Chevron Nigeria Limited (CNL), laquelle détient 40% dans 13 concessions couvrant 8900 km² (on shore et off shore des régions du delta du Niger), Total, Anglodutch Oil giant Shell, et Exxon Mobil.

Le pétrole est donc la pierre angulaire de l'économie et de l'industrie nigériane et représente 40% du PIB, 91% des exportations, 80% des recettes en devises du pays.

Les investissements étrangers ont quadruplé entre 2000 et 2006, doublés d'un effacement de la dette étrangère. En conséquence la Banque centrale du pays détient 63 milliards de dollars de devises.

Mais le pays n'est pas épargné par les secousses du cours du baril de pétrole, d'où une dépendance à la conjoncture internationale. A cette donnée s'ajoute une hausse de la masse monétaire, une inflation qui a été de 18,8 % en 2005 et une situation sociale explosive. Le pays est donc puissant mais pauvre. En effet, 90 millions de nigérians vivent avec moins de 1 dollar par jour. Le niveau de vie général des nigérians est en effet inférieur à celui des années 1960.

Le pays est donc l'expression des dérives du « tout pétrole », ce qui entraîne une déstructuration de l'économie, la corruption et une mauvaise répartition des richesses et partant l'activation des conflits. C'est pourquoi toute ressource énergétique n'est pas toujours synonyme de paix de prospérité économique, mais plutôt de malédiction. La rébellion conduite par le MEND depuis 2005 en est l'expression marquante.

Le MEND : produit d'un pays au bord de la crise de nerfs

Le MEND, qui a vu le jour en 2005, est une aspiration de l'ethnie majoritaire locale (IJAW), laquelle fait régner dans l'Etat fédéré de River (Sud-est du pays), un climat quasi insurrectionnel. Enlèvements divers (enfants, étrangers, nationaux fortunés), prises d'otages et sabotage des installations pétrolières constituent les moyens d'action de ce mouvement aux capacités militaires impressionnantes. Ce groupe possède en effet des AK 47, des missiles sol air et des vedettes rapides.

Les origines de cette rébellion remontent aux années 1990, date de la revendication par le MOVOP (Mouvement pour la survie du peuple Ogoni) d'une partie des revenus pétroliers face aux abus de la Royal Ducht Shell. En 1995, la pendaison de Ken Saro Wiva, par le régime de Sani ABACHA a constitué une onde de choc internationale et a mis en orbite un durcissement de la lutte, lequel s'est traduit par de sabotages. Une des conséquences majeures de cette rébellion, en plus de actes de sabotage a été, et c'est somme toute logique, la réduction de la production pétrolière de 25%. Cette région, peuplée de 20 millions d'habitants, produit 75% du pétrole nigérian et procure à l'Etat fédéral 50% de ses revenus pétroliers.

Depuis 2005, le MEND, comme énoncé plus haut, se livre à des actes réguliers de sabotage. Les deux dernières années ont vu des attaques contre les compagnies pétrolières et l'armée fédérale, des attentats à la voiture piégée à Port Hacourt, (2006), des sabotages de

⁶ Investissement : NAPIMS, Développement : NPDC, Gaz : NBC, Marketing : PPMC, Data Service : IDSL, LNG : NLNG, Ingénierie NETCL, Hydrocarbone : HYSN, Warri : WRPC, Kaduna : PHRC, Eleme pétrochimie : EPCL .

pipelines (Agip, mai 2007), des attaques de plates formes pétrolières (10 septembre 2008), l'enlèvement du personnel des compagnies pétrolières (180 expatriés, de même que de nigériens fortunés auraient été enlevés depuis 2006). Cette radicalisation laissent planer le doute sur les revendications de ce mouvement et suscite des interrogations sur sa dérive mafieuse. Ventes d'armes, commerce illicite du pétrole rime en effet avec ce groupe. Henry OKAY, leader du mouvement, lequel est incarcéré et dont le procès aura lieu à Abuja (capitale fédérale), est soupçonné d'avoir introduit plus de 250 000 armes dans le pays. Cette fermeté de l'Etat fédéral se double de décisions volontaristes destinées à la lutte contre la pauvreté et à rendre la gestion de l'or noir plus transparente.

L'Etat fédéral face à cette escalade de violence : des décisions volontaristes

Des mesures graduelles ont été prises et ce à plusieurs niveaux. En 2004 l'initiative pour la transparence des industries extractives a été engagée. En octobre 2005, 18 milliards de dollars ont été consacrés à la lutte contre la pauvreté. Dans la foulée, un plan de développement agricole a été lancé. En effet, 70% des nigériens sont des agriculteurs. Le paradoxe est que, suite à la flambée de l'industrie pétrolière qui occupe une place sans précédent dans l'économie du pays, le Nigeria est devenu un grand importateur de denrées alimentaires, lesquelles constituent le quart de ses importations.

Sur le plan politique, les travaux du sommet pour la paix du Delta du Niger, lequel réunit une quarantaine de personnes (Panel pour la paix), ont débuté le 8 septembre 2008. Mais le statut quo qui reste de mise, puisque le MEND a conditionné sa participation à cette grande messe à la libération de son leader Henry OKAH. Selon le mouvement, « La paix dans le delta du Niger sera faite à partir des mangroves et non des salons climatisés d'Abuja ». Ce raidissement de la position du MEND met en lumière la méfiance coutumière des mouvements armés face à l'Etat central, ainsi qu'une surenchère dans toute négociation ou tentative de solution politique.

Dans la lignée de ce sommet, l'Etat fédéral a créé un ministère du Delta Niger⁷, dont le ministre du tutelle aura pour mission de gérer et de coordonner l'initiative sur le renforcement de la politique environnementale, de même que de renforcer les engagements de l'administration au développement intégral de la région. La Commission du développement du Delta du Niger (NDDC) sera parapublique et placée sous la direction du ministère. De même, le ministère de l'Energie a été divisé en deux : un ministère des ressources pétrolières et celui de l'énergie. De ce qui précède, la nouvelle équipe au pouvoir a pris la mesure des défis et agit dans le sens d'une refondation de la gestion de cette ressource.

Cette rébellion se double d'un phénomène dont pâtit encore plus le pays, conséquence logique du tout pétrole, la corruption en l'occurrence.

⁷ La création de ce ministère fait partie des mesures inhérentes à une vaste restructuration du gouvernement. Il en ressort ainsi 28 ministères et 42 ministres contre 19 sous la présidence d'OBASANDJO (Prédécesseur de l'actuel président Umaru YAR' ADUA.

La corruption : véritable talon d'Achille du système

Les détournements de fonds⁸, le clientélisme, l'absence de publication de sommes versées à l'Etat par les compagnies pétrolières étrangères attestent de l'importance de ce fléau face auquel l'Etat lutte tant bien que mal. Le pays totalise en effet 380 milliards de dollars de détournement de fonds depuis son indépendance en 1960.

Plusieurs initiatives aussi bien publiques que privées ont été prises pour endiguer ce phénomène. En 2002, la création de l'*Economic and Federal Crimes Commission* a vu le jour, avec à l'actif de Nuhu RIBADU, le chef de la politique anticorruption, 200 condamnations depuis 2003. En 2004, une cinquantaine d'ONG se sont réunies à Port Hacourt pour fonder la branche nationale de Publish What You Pay (PWYP). Ce mouvement international agit pour que les compagnies pétrolières dévoilent le montant des royalties versées aux Etats. Ce mouvement étudie aussi la façon dont les autorités attribuent les concessions pétrolières. En 2008, 150 ONG se sont lancées dans une entreprise de vérification afin de s'assurer que les autorités appliquent la NEITI (Initiative pour la transparence des industries extractives)⁹.

Une ONG nigériane, la *National Consciousness Forum* (NCF) est très active dans la lutte contre la corruption et prône une solidarité nationale. Elle a alerté le président Yar'ADUA sur ce fléau et appelle tous les nigériens à se ranger derrière ce dernier. Selon Eze BENSON, son Président, la corruption est une coutume nigériane et le chef de l'Etat ne pourra jamais y mettre fin seul. Le mode d'action de ce mouvement est l'organisation de conférences avec pour objectif deux idées forces : la première est le renforcement des valeurs qui verra l'implication de Niger Delta, de Arewa Consultative Forum, Ohaneze N'djibo, Afenifere et le gouvernement. La seconde a trait au rôle des institutions traditionnelles dans le développement de l'Afrique, avec pour fer de lance une collaboration avec l'Union africaine afin d'éradiquer le tribalisme en Afrique.

Le conflit qui secoue le Nigeria se double de la résolution d'un conflit territorial avec le Cameroun, conclusion d'une quinzaine d'années de tensions et dont l'objet a été la presqu'île de Bakassi.

La presqu'île de Bakassi : d'un conflit territorial aux relents pétroliers à un conflit interne camerounais

D'une superficie de 1000km², cette région, potentiellement riche en pétrole et en Gaz naturel est peuplée de 30 à 40 000 habitants majoritairement nigériane. Ayant fait l'objet d'un conflit territorial entre les deux Etats, ce prequ'île a été rétrocédée le 14 août 2008 par le Nigeria au Cameroun¹⁰.

⁸ La famille de Sani ABACHA, ancien Président du pays avait détourné près de 700 millions de dollars. On estime qu'entre 15 et 25% des revenus de la production pétrolière sont détournés au profit des militaires.

⁹ La vente illégale de parcelles est une récurrente au Nigeria. En effet, 8 blocks pour un total de 120 millions de dollars (14,04 milliards de Naira la monnaie nigériane) ont été illégalement vendues en 2006. Selon le Département des ressources pétrolières. Entre 1997 et 2007, un comité conduit des enquêtes sur le NNPL. En 2006, 5 blocks ont été attribués pour 82 millions de dollars, dont 11 millions par une compagnie chinoise (3 blocks) et 25 millions de dollars par Starcirt Group.

¹⁰ Les accords de Greentree (Banlieue de New York) conclus le 12 juin 2006, en présence des Etats Unis, de la France de l'Allemagne de la Grande Bretagne, fixaient en effet au 14 août 2008 la fin de la rétrocession de ce territoire au Cameroun.

Cette région a été revendiquée par les Allemands, les Français et les anglais même après l'indépendance des deux pays protagonistes au début des années 1960. En conséquence, plusieurs groupes ethniques ont été regroupés sans leur consentement, et n'ont pas été associés à gestion des ressources. Cette répartition frontalière anarchique a été la source des conflits et tensions, dans le prisme des revendications réciproques des deux pays.

Les retombes politiques de l'accord de paix pour les deux présidents en exercice (Paul BIYA pour le Cameroun et Umaru YAR'ADUA pour le Nigeria) est d'une importance non négligeable. En effet pour le second cité, c'est le respect du droit international et du bon voisinage qui est à mettre à jour, auxquels se double la marque politique de son début de mandat. Une cause interne est aussi à mettre à jour les militaires nigériens ont été soulagés de quitter cette pauvre péninsule. Pour le chef de l'Etat camerounais, cette rétrocession est une victoire politique aussi bien sur le plan interne qu'international.

Le processus civil de restitution est en cours. Le Nigeria a en effet décidé d'investir un milliard de naira pour réinstaller ses populations d'origine nigériane¹¹. Aussi, les populations nigériennes ont le choix entre s'installer ailleurs au Nigeria, rester en devenant résidents étrangers ou devenir camerounais. A cet effet, les deux Etats se sont engagés à garantir la bonne marche de ce processus.

Mais cette rétrocession n'a fait qu'exacerber les tensions entre Communautés et durcir la résistance d'une partie des autochtones, laquelle se double d'une insécurité induite par la présence de bandes armées hostiles à cet accord de paix. Le MEND et un groupe de rebelles inconnus, le Niger Delta Defense and Security Council (NDDSC) et depuis peu les Bakassi Freedom Fighters, procèdent à des attaques. Depuis novembre 2007, 28 militaires camerounais ont été tués dont 21 en novembre 2007 et 8 le 9 juin 2008. Le 24 juillet 2008, douze personnes ont été tuées au cours d'affrontements entre l'armée camerounaise et le NDDSC¹². Les motivations de ce groupe sont d'ordre territoriales puisque des revendications ancestrales pour négocier la rétrocession sont mises à jour. Certains membres avaient saisi les tribunaux pour annuler l'accord de Greentree, malgré le fait qu'une Cour nigérienne ait demandé le gel des opérations, les autorités nigériennes n'avaient pas donné suite. La violence des attaques nous amène à la conclusion selon laquelle les motivations historiques, ancestrales et culturelles cachent des intérêts économiques puisque cette région est potentiellement riche en pétrole et en gaz naturel.

Des lors, si cette rétrocession a marqué une victoire politique pour le Cameroun, elle met le pays au pied du mur en ce sens qu'il hérite d'un conflit identique à celui du Delta du Niger au Nigeria. Le pays se retrouve donc face à un nouveau problème, différent du conflit territorial précédent puisqu'il doit faire face à des groupes armés, déterminés et peu connus, aux méthodes peu cavalières qui n'emportent pas l'orthodoxie internationale.

Un conflit interne, lequel a pris fin en 2005 et dont la lutte pour l'appropriation des ressources énergétiques était l'objet, est celui qui a opposé pendant une vingtaine d'années les rebelles du MPLS et l'Etat central Soudanais.

¹¹ Force est de constater que des milliards investis par le Nigeria sont n'ont pas eu les effets escomptés à cause de la corruption

¹² Le 31 octobre, un groupe de 10 personnes dont sept français, deux camerounais et un tunisien, pris en otage par des rebelles, Les *bakassi Freedom Fighters* lesquels menaçaient de les retenir aussi longtemps que le gouvernement camerounais n'entamerait pas des négociations ont été libérés le 11 novembre 2008.

Les nouveaux défis de la paix au Sud Soudan

L'accord de paix global signé le 9 janvier entre l'Etat fédéral soudanais et la Province du Sud mené par le Mouvement Populaire de Libération du Soudan du regretté John GARANG¹³ a marqué la fin d'un conflit meurtrier et la reconstruction du Sud¹⁴.

A bien y voir, les revendications politiques et culturelles¹⁵ cachent mal l'aspect économique de ce conflit qui a causé près de 2 millions de morts et 4 millions de déplacés, et dont l'origine remonte au début des années 1980. Conséquence de ce conflit, cette région est ainsi dévastée et très pauvre. Les années 1980 et 1981 sont en effet à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire du pays, ce, à cause de deux événements majeurs. Le premier est la découverte du pétrole dans le Sud par l'entreprise américaine Chevron¹⁶. Le second est la réorganisation administrative qui a suivi. En effet, en 1980, NIMEYRI, chef de l'Etat soudanais, procède à la division du Sud en trois provinces, laquelle constitue une véritable abrogation de l'accord d'Addis Abeba de 1972¹⁷. Conséquence notable, c'est l'attaque, en novembre 1983, du chantier du canal de jonglei qui signa le début de la guerre.¹⁸ Pour les sudistes, cette réorganisation a été interprétée comme une volonté de reprise du contrôle de la province par Khartoum et ont vu dans le fédéralisme un danger pour la démocratie¹⁹. Ces événements augurent ainsi du fondement économique de ce conflit.

En 2002, s'est initié un processus de paix lequel s'est étalé sur trois années a conduit l'accord de paix de janvier 2005. Le protocole de Machakos (ville Kényane), point de départ de ce processus entre le gouvernement central et le Sud, sous l'égide de l'IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement), a été un réel progrès. En effet, les dispositions ont posé les bases solides et concrètes de la fin du conflit. Les principes de gouvernance, le processus de transition et l'autodétermination du Sud Soudan en ont été les préceptes. Le protocole de Machakos a ainsi été la base d'un régionalisme soudanais respectueux des aspirations des populations, notamment celles de disposer et de partager les richesses du pays (pétrole exploité depuis 1999 suite à un accord entre la compagnie nationale et Pétronas, compagnie malaisienne et Talisman, compagnie canadienne d'autre part).

Ce protocole a aussi été le point de départ d'autres accords dont celui sur les arrangements sécuritaires (Naivashas-Kenya), celui sur le partage des richesses (7 janvier 2004), celui sur le partage des du pouvoir et le statut de trois provinces contestées du sud, du Nil bleu, Abey et les Monts nouba.

L'accord du 9 janvier 2005 signé à Nairobi au Kenya constitue l'accord cadre du processus de paix dont les dispositions sont sans équivoques et dénotent de la volonté commune aux deux parties de construire la paix : une constitution pour le Sud, un Parlement, un partage équitable du pouvoir et enfin, et ceci et d'une importance capitale, l'organisation en 2011 d'un référendum d'autodétermination au cours duquel les habitants du Sud auront à

¹³ Disparu le 30 juillet des suites d'un accident d'hélicoptère et remplacé par Salva KIIR.

¹⁴ 10 000 casques bleus de l'ONU sont déployés dans la province afin de superviser le processus de paix et la reconstruction de cette partie du pays. Résolution 1590 (2005) du 24 mars 2005 établissant la MINUS (Mission des Nations Unies au Sud Soudan.). Cette force dispose d'un budget de 1 milliard de dollars la première année.

¹⁵ Lutte contre la charia imposée par l'Etat fédéral, autonomie politique et religieuse, le levage de l'impôt.

¹⁶ Notons que le pays recèle cinq gisements d'hydrocarbures

¹⁷ Cet accord consacrait l'autonomie du Sud Soudan, mettant fin à la guerre commencée en 1956 et dont les raisons étaient socioculturelles, année de l'indépendance du pays et dont le mouvement Anyanya (venin de serpent) sudiste de Joseph LAGU était l'acteur. L'autonomie politique et religieuse, levage de l'impôt, abolition de l'application de la Chari'a, conservation d'une province unique en étaient les termes de la concession faite par l'Etat au Sud.

¹⁸ Lire Pierre-Paul DIKA, « La crise du Darfour ou la faillite de l'Etat post colonial soudanais », les cahiers de l'institut de Documentation et de Recherche pour la Paix, janvier 2006, 22 pages. <http://www.institutidrp.org>.

¹⁹ A noter qu'à l'heure actuelle, suite à une loi de 1991, le Sud est divisé en neuf provinces, le Darfour en trois et le pays en vingt six.

décider de l'avenir de la région : choisir de rester unis à la république soudanaise ou l'indépendance. Cet accord s'est traduit la même année dans la réalité par l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution le 9 juillet, la formation du premier gouvernement d'union nationale avec plusieurs portefeuilles attribués aux Sudistes dont celui des Affaires étrangères le 22 septembre et enfin l'installation en octobre du premier gouvernement autonome du Sud à Juba. Une note d'optimisme est à mettre à jour puisque qu'un accord tripartite Soudan – HCR – Kenya signé le 12 janvier 2006 a permis le retour de 70 000 réfugiés.

Les dispositions de l'accord de janvier 2005 sont intervenues dans un contexte économique favorable puisqu'en 2006 le taux de croissance du pays était de 13,6%, une production pétrolière de 500 000 barils par jour, doublée des réformes sur le secteur agricole d'une importance capitale dans la mesure où plusieurs millions de personnes vivent de l'aide alimentaire dans le pays.

Un autre pays, le Niger est l'objet d'un conflit interne dont l'enjeu est l'uranium.

La production d'uranium comme pomme de discorde au Niger

Depuis plus d'une quinzaine d'années, les touareg sont à l'origine de plusieurs rébellions contre le régime central à Niamey. En effet, les premiers cités ont pour fer de lance la conservation de leur mode de vie ancestral lequel est la transhumance et le libre déplacement et dont le fondement est la zone de nomadisation traditionnelle des animaux.

Le domaine Touareg représente environ 70% de la superficie de ce vaste pays²⁰. Les affrontements qui se sont déroulés en février 2007 dans le Nord du pays entre l'armée nigérienne et le Mouvement Nigérien pour la Justice (MNJ) illustrent la tension qui prévaut dans cette région et dont les racines remontent au début des années 1990. Entre mai 1990 et 1997 en effet, date des précédentes rébellions, des accords de paix (1995-1998) avaient eu lieu entre les douze mouvements d'alors et les gouvernements successifs de Niamey.

Les causes de cette rébellion sont multiples. En effet, la pauvreté, la répartition des ressources disponibles dans le Nord, la marginalisation des Touareg dans le Nord, le clientélisme des chefs rebelles (Rhissa BOULA, Mohamed ANAKO), l'arrivée tardive de la réactivation des projets du PUND (300 dollars pour huit personnes), la corruption, l'absence d'application de l'autonomie régionale attestant de la non application des accords des années 1990 et enfin la discrimination attestent de la situation délicate et des défis auxquels sont confrontés les Touareg dans la conservation et la gestion de leur territoire de traditionnel.

Force est de constater que cette radicalisation se heurte à la fermeté du président Tanja²¹ pour lequel l'exploitation de l'Uranium dans cette région du pays constitue la priorité, aux dépens des intérêts légitimes des peuples à disposer de leur mode de vie. Le pays est en effet le 3^{ème} producteur mondial d'uranium²² et dont Areva, l'entreprise française, emporte 64%.

Le Niger, à l'instar des pays déjà cités, illustre une fois de plus la logique dévastatrice des ressources énergétiques dont la prédation est synonyme de malédiction. La résolution de cette crise se heurte ainsi aux intérêts économiques lesquels ne cèdent pas ou peu la place au dialogue, en dépit des initiatives de la société civile. L'instauration, le 15 janvier 2004 du Conseil National du Dialogue Politique (CNDP), lequel constitue un espace de concertation, a

²⁰ 1 267 000 km² .

²¹ Au pouvoir depuis 1999.

²² 3000 T en 2004.

eu peu d'influence dans la dynamique de paix. Le CNDP se veut un cadre permanent de règlement des conflits politiques et de concertation entre ses membres autour des questions d'intérêt national. Cette instance constitue un cadre informel regroupant toute la classe politique. Cette structure ne correspond pas à la règle constitutionnelle, en ce qu'elle est conditionnée par l'habitus politique de ces acteurs.

Aussi, l'appropriation des ressources énergétiques dans ce pays constitue ainsi une source de conflit et dont les enjeux sont divers. Défense d'un mode traditionnel de vie et conservation d'un mode de vie ancestral pour les Touareg et intérêt économique pour l'Etat au mépris des intérêts de la population.

Le Nigeria, la presqu'île de Bakassi, le Soudan et le Niger sont ainsi l'illustration d'un phénomène selon lequel les ressources énergétiques ne sont pas toujours synonymes de paix et de prospérité économique et sociale. Le clientélisme, la corruption, la mauvaise répartition des ressources et la volonté de céder aux sirènes de la mondialisation en témoignent. Force est de constater qu'au vu des intérêts prononcés pour l'Arctique lequel recèle du pétrole, ce phénomène est hélas amené à s'étendre.

Aussi, la transparence dans la gestion du pétrole, une meilleure redistribution et surtout, la nécessité d'une diversification économique est d'une importance capitale. La mise en orbite des activités de protection écologique et le développement de l'agriculture peuvent constituer, notamment pour ce qui a trait à l'Afrique, la voie vers une atténuation de la malédiction du « tout pétrole ».